Nouvelles locales du lundi 22 septembre 2014

@rib News, 22/09/2014 Ï Justice - Comparution en audience publique dâ€™une trentaine de jeunes membres du parti MSD arrÃªtÃ©s au mois de mars Ã la permanence nationale de ce parti aprÃ¨s des accrochages avec des Ã©lÃ©ments de la police. Ils ont comparu devant la Cour dâ€™appel de Bujumbura suite au rejet du premier procÃ¨s jugÃ© devant le tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura et lors duquel des peines allant de 10 ans Â de prison Ã perpÃ©tuitÃ© avaient Ã©tÃ prononcÃ©es. Lâ€™audience nâ€™a pas pourtant durÃ© longtemps puisque seuls 31 des 46 concernÃ©s avaient Ã©tÃ© assi comparaÃ®tre. Les avocats de la dÃ©fense et mÃªme le reprÃ©sentant du ministÃ¨re public ont demandÃ© que lâ€™audience reportÃ©e pour que certaines choses qui ne sont pas claires dans les dossiers le soient Ã la prochaine. Lâ€™audience a ainsi Ã©tÃ© remise au 27 octobre de cette mÃªme annÃ©e.

MaÃ®tre DieudonnÃ© Bashirahishize avocat de la dÃ©fense trouve Ã©tonnant comment la Cour nâ€™a pas pu signifier tous prÃ©venus alors quâ€™ils sont citÃ©s dans un mÃªme dossier. De mÃªme, il ne comprend pas pourquoi le ministÃ¨re public a interjetÃ© appel prÃ¨s deux semaines aprÃ¨s le prononcÃ© du premier jugement alors quâ€™il nâ€™avait que 5 jours selon la conclut que la cour veut tout simplement faire durer le procÃ¨s afin quâ€™il nâ€™aboutisse Ã rien dans les meilleurs dÃ©lais. MaÃ®tre GÃ©dÃ©on Mubirigi a ajoutÃ© de son cÃ´tÃ© que la cour devrait appeler les officiers de la police contre qui une plain a Ã©tÃ© dÃ©posÃ©e pour quâ€™ils soient entendus avec les prÃ©venus dÃ©jÃ en cause. Selon lui, ils sont liÃ©s au mÃªme quâ€™ils ont donnÃ© lâ€™ordre de tirer sur les membres du MSD. Une foule nombreuse composÃ©e surtout de jeunes Ã©tai soutenir les jeunes incarcÃ©rÃ©s et entonnait des chants Ã la gloire du parti MSD qui devra instaurer lâ€™indÃ©pendance de magistrature au Burundi. [rpa/bonesha/rtr/rtnb/isanganiro] - La PACEM appelle le prÃ©sident de la RÃ©publique de prendre plutÃ´t au sÃ©rieux les conclusions contenues dans le rapport de lâ€™assemblÃ©e europÃ©enne concernant une probable suspension du Burundi dans la coopÃ©ration entre ce dernier et lâ€™Union EuropÃ©enne si Pierre Claver Mbonimpa nâ€™est pas libÃ©rÃ©. Selon le prÃ©sident de cette ONG locale, lâ€™Union EuropÃ©enne a des considÃ©rations en ce qui respect des droits de lâ€™homme, de la dÃ©mocratie et de la bonne gouvernance, et que si ces principes ne sont pas observÃ©es, elle est dans le droit de suspendre cette coopÃ©ration. Faustin Ndikumana sâ€™Ã©tonne par ailleurs quâ€™un autoritÃ© de ce pays ose affirmer que ces conclusions sont comme une ingÃ©rence dans le fonctionnement de la justice burundaise. Selon lui, il ne sâ€™agit point dâ€™une immixtion puis que ce quâ€™ils sont dit est bel bien contenu dans lâ€™ac Cotonou et quâ€™ils ne sont pas allÃ©s en dehors de ce texte. Il trouve Ã©galement que ce communiquÃ© peut avoir une mauvaise incidence sur les relations entre le Burundi et chaque pays de lâ€™Union EuropÃ©enne. Il interpelle plutÃ´t le prÃ©sident de la RÃ©publique de prendre lui mÃªme cette question en mains afin de ne pas laisser le pays sombrer dans un gouffre duquel il ne pourra pas sortir aprÃ¨s coup. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] Ï SÃ©curitÃ© - AprÃ¨s les Ã©vÃ©nements ayant coÃ»tÃ© la vie Ã trois sÅ“urs religieuses de la congrÃ©gation XavÃ©rienne dans la paroisse catholique de Kamenge communÃ©ment appelÃ©e chez Buyengero, il y a deux semaines, les activitÃ©s recommencent petit Ã petit au fur du temps. Le centre de santÃ© se trouvant dans le quartier Mirango I et qui est gÃ©rÃ© par cette mÃªme congrÃ©gation a rouvert ses portes le matin de ce lundi. Les activitÃ©s Ã©taient en train de se dÃ©rouler comme Ã lâ€™accoutumÃ© sauf le service de la maternitÃ© et de la mÃ©decine interne. La population salue cette rÃ©ouverture et ajoute quâ€™elle nâ€™avait pas oÃ¹ se faire soigner. Elle demande que la justice soit faite, que la vÃ©ritÃ© soit mise dans cette affaire afin que les vrais coupables de ces actes barbares soient traduits devant la justice. Ajoutons aussi que lâ€™Ã©cole maternelle de mÃªme que le centre des mÃ©tiers de cette congrÃ©gation ont aussi reouvert leurs portes ce lundi. [bonesha/rtnb] - Selon un expert en criminologie, il devrait y avoir des enquÃªtes internationales sur lâ€™assassinat de ces trois sÅ“urs. Nadine Nibigira constate que le gouvernement de Bujumbura devrait collaborer avec celui de Vatican pour essayer de mettre la lumiÃ¨re sur ce triple assassinat. Elle affirme que selon ses constatations, les enquÃªtes ne sont pas en train dâ€™Ãªtre bien conduites. Elle trouve quâ€™il y a des pistes qui ne sont pas en train dâ€™Ãªtre exploitÃ©es comme lâ€™autopsie, la police scientifique de mÃªme q psychanalyse. Elle constate que les preuves pouvant Ãªtre exploitÃ©es dans ce cadre sont en train de disparaÃ®tre petit Ã petit au fur du temps. Elle trouve ainsi quâ€™il reste peu dâ€™indice pouvant conduire Ã la manifestation de la vÃ©ritÃ© et qu police est en train dâ€™aller brusquement et sans assurance. [bonesha] - Une femme a Ã©tÃ© tuÃ©e par son mari sur la col Mivo de la commune Busiga en province Ngozi ce dimanche. Selon des sources policiÃ¨res, Chantal Nsimirimana venait de rentrer avec son mari vers 13h de ce dimanche quand ce dernier lâ€™a attaquÃ©e Ã lâ€™aide dâ€™une machette e administrÃ© trois coups secs au niveau de la tÃªte. Les mÃªmes sources prÃ©cisent que le couple ne vivait pas en harmonie car le mari voulait vendre une partie de la propriÃ©tÃ© fonciÃ¨re familiale, ce que la femme avait catÃ©goriquement refusÃ©. AprÃ¨s le forfait, la femme a Ã©tÃ© vite transportÃ©e Ã lâ€™hÃ´pital mais elle a succombÃ© Ã ses blessures. Le mari sâ€™e rendu Ã la police aprÃ¨s avoir entendu que son Ã©pouse venait de mourir. Lâ€™administrateur communal de Busiga trouve cela inadmissible puisque câ€™est la troisiÃ¨me femme tuÃ©e par son mari suite Ã des conflits conjugaux en moins de deux mois dans cette mÃªme commune. Il demande Ã la population de se confier toujours Ã la justice en cas de conflit de nâ€™importe quelle nature. [bonesha/rtnb/rpa] Ï Economie Le syndicat des commerÃ§ants du Burundi (SYGECO) a lâ€™espoir que tous les commerÃ§ants qui ont Ã©tÃ© recensÃ©s lors de lâ€™inscription Ã laquelle ils avaient Ã©tÃ© invitÃ© vont recevoir des places au marchÃ© provisoire de COTEBU. Selon le prÃ©sident de ce syndicat, la commission chargÃ©e de distribution de ces places devra faire preuve de sagesse afin de donner des places Ã ceux qui le mÃ©ritent. Audace Bizabishaka annonce cela au moment oÃ¹ une liste de ceux qui vont recevoir des place dans le marchÃ© provisoire va Ãªtre rendue publique afin que ceux qui ne se trouveront pas sur cette liste puisse introduire des recours devant cette mÃªme commission. [bonesha/rtnb/rtr/rpa] Ï Education - Une semaine aprÃ¨s la rentrÃ©e scolaire, les classes de lâ€™Ã©col fondamentale manquent cruellement le matÃ©riel surtout les livres des Ã©lÃ¨ves et des professeurs. Dans la plupart des Ã©coles de la mairie de Bujumbura, alors que les Ã©lÃ¨ves sâ€™assoient Ã 4 ou 3 par banc pupitre, les livres qui sont en nombre insuffisant se partagent en raison de 2 ou 3 bancs, câ€™est Ã dire 8 ou 9 Ã©lÃ¨ves. Ceci est un handicap majeur quand on veut que tous les Ã©lÃ¨ves puissent avoir une idÃ©e de ce quâ€™ils ont appris chaque jour. Les directeurs de ces Ã©coles font savoir quâ€™ils attendent patiemment que des livres soient disponibles selon les promesses du ministÃ¨re de

lâ€™enseignement primaire et secondaire, mais tous affirment quâ€™ils ne savent pas Ã quand ces livres seront disponibles. [isanganiro]